



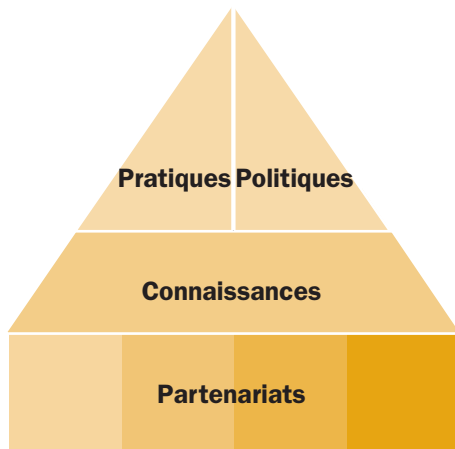
Le savoir définit l'action

Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et
les toxicomanies



RAPPORT ANNUEL 2004-2005

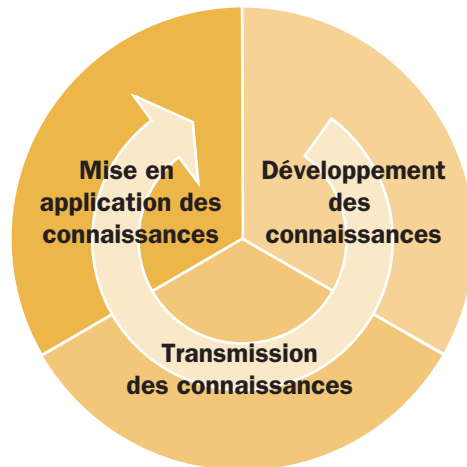
COUP D'ŒIL SUR LE CCLAT



Façonner les progrès

À titre d'organisme national en matière de toxicomanie, le CCLAT est fort bien placé pour influencer de façon constructive sur le travail des personnes qui cherchent à réduire ou à supprimer les méfaits liés à la toxicomanie au Canada. Cette influence se fonde sur le savoir, prend vie par l'entremise de politiques et de pratiques et se développe dans un milieu de partenariat.

En 2004-2005, le CCLAT s'est surtout efforcé de solidifier ses fondements – acquérir et mettre en commun de nouvelles connaissances – de même que renforcer ses réseaux et partenariats, ce qui rend possible la réalisation de ces tâches formidables. C'est également l'année où un exercice de mise en commun des connaissances a commencé à porter fruits et dont le résultat attendu a été le Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances.



Mettre le savoir à profit

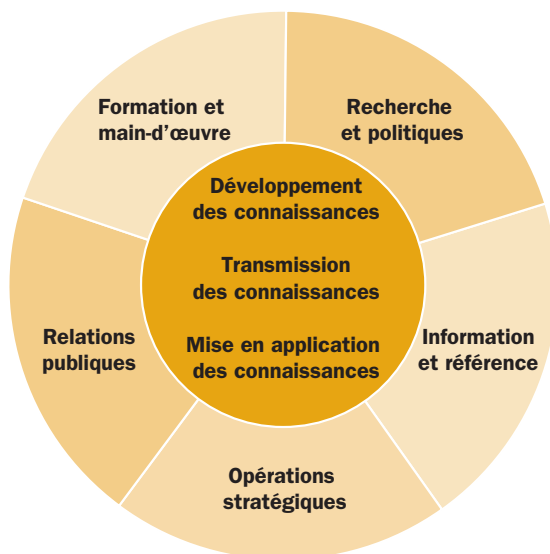
Le Parlement a conféré au CCLAT le mandat de contribuer au développement et à la mise en application de connaissances générales et de l'expertise dans le domaine de la toxicomanie. Un de nos objectifs à long terme est de créer un réseau canadien de connaissances sur l'alcool et les autres drogues afin de fournir aux spécialistes de la toxicomanie aux paliers national, provincial-territorial et local les assises qui leur permettront de prendre les bonnes décisions en matière de politiques et de programmes.

La mise à profit des connaissances pour régler des problèmes associés à la toxicomanie comporte trois étapes, toutes d'égale importance et toutes fondamentales dans la façon de fonctionner du CCLAT. Le processus implique que l'on *recueille, acquiert et conserve* l'information dans le but de la *transmettre* et de la *diffuser* aux personnes qui en ont besoin pour enfin conclure par son *application* à des problèmes et à des cas réels. Le présent rapport s'intéresse à ces trois étapes ainsi qu'au vaste éventail d'activités auxquelles elles ont donné lieu en 2004-2005.

La **mission du CCLAT** consiste à fournir des renseignements et des conseils objectifs et factuels qui aideront à réduire les méfaits de l'alcoolisme et des toxicomanies sur la santé, la société et l'économie. Établi en 1988 par une loi du Parlement, le CCLAT est un organisme autonome sans but lucratif subventionné par le gouvernement fédéral dans le cadre de la

Stratégie canadienne antidrogue. L'évolution des connaissances – de leur développement à leur application – a toujours été au cœur de la structure organisationnelle du CCLAT, dont les 26 employés et 11 associés travaillent dans un cadre regroupant cinq directions qui toutes existent pour faciliter d'une façon ou d'une autre la transmission d'information.

Façonner un organisme axé sur le savoir



La **Direction de la recherche et des politiques** contribue au développement, à la diffusion et à la mise en application de connaissances générales et d'expertise relativement à la toxicomanie, à sa prévalence, aux risques connexes et aux mesures nécessaires pour atténuer son incidence sur le bien-être socioéconomique du Canada.

La **Direction de la formation et du perfectionnement de la main-d'œuvre** travaille avec une vaste gamme de partenaires pour élaborer des documents écrits et tenir des ateliers de travail afin que les connaissances et les compétences relatives aux pratiques exemplaires se traduisent en possibilités d'apprentissage pour les professionnels et les personnes responsables des programmes.

La **Direction du service d'information et de référence** est l'un des plus vieux services d'information

en toxicomanie au Canada. Son rôle consiste à créer des produits d'information et à offrir des services d'information aux personnes liées au domaine des toxicomanies au Canada.

La **Direction des relations publiques et du marketing** enrichit pratiquement toutes les activités du CCLAT relatives aux connaissances, notamment la révision, la préparation et la diffusion de produits d'information, de rapports de recherche et de documents de politique.

La **Direction des opérations stratégiques** fournit un large éventail de services au personnel et aux associés du CCLAT, notamment pour le suivi des dépenses et des progrès de projets donnés, la dotation et la conclusion d'ententes de services avec des experts-conseils.



Il fallait mettre à jour nos connaissances sur la consommation d'alcool et d'autres drogues par les Canadiens, ce que le partenariat de l'ETC a permis de réaliser.

John Borody, Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies

Sans aide, aucun organisme ne peut mettre sur pied un projet de l'envergure de l'Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC). Le partage de la charge de travail et des coûts permet aux parties d'atteindre l'objectif visé et d'en tirer des bénéfices, que la recherche de savoir se fasse en milieu universitaire, clinique ou dans une salle de conférence.

DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

L'an dernier, le Canada a été le lieu d'un remarquable regain d'activités dédiées au développement de connaissances sur les toxicomanies, leur incidence sur la population canadienne et les mesures nécessaires pour réduire cette incidence. Le CCLAT et ses partenaires étaient au cœur de la plupart des activités, dont certaines visaient la mise à jour des données périmées et d'autres, de nouveaux domaines d'étude.

La consommation d'alcool et d'autres drogues est une donnée importante pour évaluer la santé d'une population. Jusqu'à l'an dernier, nos connaissances à ce sujet reposaient sur des données de 1994; la diffusion de l'ETC a permis de combler le fossé qui s'était creusé depuis dix ans et révélé une augmentation substantielle de la consommation d'alcool et de cannabis, surtout chez les jeunes. Le CCLAT a entrepris l'ETC de concert avec le Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies (CECT) et ses organismes membres, de même qu'avec Santé Canada et les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique.

Sensibiliser la population, amasser des fonds

Pour réussir à réduire les méfaits associés à la consommation d'alcool et de drogues, il est essentiel d'avoir accès à une main-d'œuvre qualifiée en traitement de la toxicomanie; pourtant, jusqu'à l'an dernier, on connaissait peu de choses sur la formation et les expériences professionnelles de ces personnes. L'enquête nationale réalisée par le CCLAT auprès des fournisseurs de services de traitement, rendue publique en mars 2005, met au grand jour des questions d'importance et pose les jalons qui mèneront à l'élaboration d'un programme national de perfectionnement de la main-d'œuvre.

L'an dernier, le CCLAT a investi 100 000 \$ dans un partenariat exceptionnel afin de financer la recherche sur l'abus de substances et les toxicomanies au Canada, qui en a bien besoin. Dirigé par les Instituts de recherche en santé du Canada, le projet vise à réunir des fonds afin de les réaffecter à la recherche dans dix domaines d'intérêt admissibles.

Obtenir des commentaires, établir un consensus

C'est en grande partie en discutant que l'on apprend, comme l'ont montré les séances de consultation qui ont mené à l'élaboration d'un Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances, approche exhaustive et concertée visant à réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres drogues. Dans le cadre d'une série de tables rondes tenues conjointement par le CCLAT et Santé Canada dans sept régions du Canada, on a demandé à des représentants d'organismes s'intéressant à diverses questions associées à l'abus de substances de choisir les questions les plus urgentes. La sagesse et l'intuition contenues dans leurs réponses ont ajouté de façon incommensurable au portrait global de l'abus de substances au Canada.



On a demandé au CCLAT de contribuer à l'établissement d'un partenariat favorisant la mise en commun d'information dans le Nord du pays; la création d'une page Web à ce sujet a constitué la première étape du projet.

Manon Blouin, Service d'information et de référence du CCLAT

Souvent, l'information dont ont besoin les professionnels de la toxicomanie au Canada est déjà disponible : il suffit qu'une « infostructure » soit en place pour en faciliter l'accès. Les partenariats comme celui qui a mené à la création de la page Web du CCLAT sur les territoires du Nord sont un mécanisme essentiel de transmission du savoir.

TRANSMISSION DES CONNAISSANCES

En raison de son mandat national singulier, le CCLAT assume une responsabilité particulière envers les personnes qui cherchent une source unique de renseignements sur l'abus de substances au Canada. Pour s'acquitter de cette tâche, le Centre dépend du partage des connaissances de ses multiples partenaires; ces partenariats sont à la source d'une bonne partie du contenu de notre site Web, de notre bibliothèque et de nos produits d'information.

Lorsque le site Web du CCLAT a été lancé en 1995, peu s'imaginaient à quel point il deviendrait un pivot nous permettant d'assumer notre rôle de fournisseur d'information. L'an dernier, le site a été réaménagé, le système de recherche a été simplifié et de nouvelles fonctions ont été intégrées, notamment une base de données entièrement consultable des sources de financement en toxicomanie.

Une autre innovation récente sur le site Web montre comment les partenariats et la transmission du savoir sont liés : un représentant gouvernemental du Yukon a attiré l'attention du CCLAT sur le besoin de disposer d'une plateforme d'information unique sur les questions d'intérêt pour les collectivités nordiques. Le CCLAT a donc réuni des partenaires de chaque territoire et conçu une page Web permettant aux professionnels en toxicomanie dans le Nord de partager information et ressources entre eux et avec le reste du pays.

De l'imprimé au numérique

Nombre de produits d'information du CCLAT se présentent sous deux formes, soit à la fois comme ressources électroniques accessibles par Internet et comme documents imprimés. Le bulletin trimestriel du CCLAT, *Action Nouvelles*, est posté à près de 3700 abonnés de tout le Canada, alors que plus de 1800 autres le reçoivent par courriel. Un sondage récent a d'ailleurs révélé que les lecteurs d'*Action Nouvelles* sont plus que satisfaits de l'originalité et de la diversité de l'information qui y est fournie.

Le CCLAT produit également des fiches de renseignements et des FAQ (foires aux questions) sur diverses questions d'actualité, notamment les centres d'injection supervisés, l'abus de substances en milieu carcéral, l'OxyContin et l'hépatite C. Il s'agit là d'un simple aperçu du type de documents qui ont été téléchargés à des milliers de reprises l'an dernier depuis le site Web du CCLAT, sans compter les versions papier qui ont été diffusées à grande échelle aux représentants élus et aux leaders d'opinion.

En outre, *Nouvelles quotidiennes sur la toxicomanie*, qui résume les divers articles sur l'alcool ou d'autres drogues parus dans les médias, est courriellé cinq jours par semaine à un nombre sans cesse croissant de lecteurs assidus.

Données communes, objectifs communs

Le CCLAT tient à jour une base de données sur les services de traitement offerts au Canada depuis 1994. L'an dernier, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario, provinces où sont établis près de 80 p. 100 des programmes de traitement, ont convenu de mettre leurs données en commun avec le CCLAT, ce qui permettra d'éviter les chevauchements, améliorera l'intégrité des données et réduira le nombre de sondages auxquels les fournisseurs de services de traitement doivent répondre.



En bout de ligne, le plus grand avantage du processus relatif au Cadre national sera l'amélioration de la capacité de mettre à profit les leçons tirées.

Beth Pieterston, Santé Canada

Un partenariat fondé sur le savoir, comme celui qui soutient le Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances, doit en définitive viser la mise en application des connaissances. Sa réussite se mesurera à l'aune de sa capacité à montrer qu'il promeut la prise de décisions reposant sur des éléments probants relativement aux politiques, aux programmes et aux pratiques.

MISE EN APPLICATION DES CONNAISSANCES

Généralement, la mise en application des connaissances se fait par contact direct avec la clientèle; c'est alors que les politiques et les notions théoriques se heurtent à la dure réalité. Les organismes d'information comme le CCLAT doivent savoir ce qui se passe sur le terrain et montrer clairement comment les conseils fondés sur des éléments probants peuvent et doivent être mis en application en situation réelle. Le CCLAT y est parvenu de diverses façons en 2004-2005.

L'an dernier, le CCLAT et Santé Canada ont lancé de concert un processus de consultation relatif à un projet de Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances. Une composante clé de cet exercice a été une série d'ateliers thématiques tenus dans tout le pays afin de diffuser les connaissances actuelles fondées sur des éléments probants relativement à une variété d'enjeux, notamment l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF), le perfectionnement de la main-d'œuvre affectée au traitement des dépendances et la recherche. Parmi les nombreux résultats positifs de ces démarches, mentionnons la formulation commune d'un ensemble de recommandations visant à réduire les méfaits de l'alcool dans le cadre d'un atelier thématique traitant de la politique sur la consommation d'alcool organisé par le CCLAT.

Apprendre à faire équipe, faire équipe pour apprendre

Le CCLAT a mis l'accent l'an dernier sur les activités de formation offertes en collaboration avec divers partenaires. Le Symposium estival national sur les toxicomanies, coparrainé avec le Centre de recherche en toxicomanie du Service correctionnel du Canada, a permis à 60 professionnels en toxicomanie et en santé mentale de faire un apprentissage pratique relativement au traitement de personnes atteintes de troubles concomitants.

Le CCLAT a également retenu les services de coordonnateurs pour le réseau Santé, éducation et services de police en partena-

riat (SEP), en collaboration avec sept provinces, afin de leur offrir une formation sur la mise en commun de renseignements et la coordination à l'appui des stratégies antidrogue provinciales et territoriales. De plus, dans le contexte de l'entente de principe conclue avec la Fondation autochtone nationale de partenariat pour la lutte contre les dépendances (FANPLD), le CCLAT a offert une formation dans le cadre de l'activité nationale d'apprentissage tenue à Saskatoon par la FANPLD en 2004.

Des politiques éclairées, un Parlement bien informé

Grand moment pour le CCLAT l'an dernier : la publication de son rapport d'étape, *Toxicomanie au Canada : Enjeux et options actuels*, qui traite des répercussions sur les politiques des connaissances courantes relatives à six grandes questions d'actualité. Visant à présenter chaque année un « instantané » de la toxicomanie au pays, le rapport cible un public vaste, notamment les politiciens et les médias.

Un autre rapport du CCLAT, *Indicateurs de traitement des toxicomanies au Canada : survol de l'environnement*, soutient que nombre des leçons tirées dans le cadre de la réforme des soins de santé au Canada ne sont pas mises à profit dans le traitement pour abus de substances. Enfin, sur l'invitation du Comité permanent de la santé du gouvernement fédéral, le CCLAT a démontré l'efficacité des étiquettes de mise en garde sur les produits alcoolisés en tant qu'élément dissuasif de l'abus d'alcool.

MESSAGE DU PRÉSIDENT



L'année qui vient de s'écouler a été pour le CCLAT une période de consolidation, de stabilisation et de validation suivant sa croissance rapide et les ajustements nécessaires suscités par le renouvellement de la Stratégie canadienne antidrogue. Pendant que le personnel de l'organisme relevait de nouveaux défis relativement au fonctionnement, le conseil d'administration a continué de se concentrer sur des questions de gestion en observant et en évaluant les résultats des changements apportés au cours des deux années précédentes afin d'assurer une meilleure reddition de comptes à la population du Canada.

Le conseil d'administration, dont la nouvelle structure est en place depuis une année, travaille à l'atteinte des objectifs fixés, notamment le resserrement de la gestion budgétaire et la diversification de ses membres. En ce qui concerne l'aspect financier, le conseil cherche avant tout à faire une planification prudente qui permettra de répondre aux besoins à long terme du CCLAT et d'assumer les éléments de passif possibles. Pour ce qui est des exigences relatives à la composition du conseil, notamment l'équilibre géo-

graphique, une campagne d'adhésion nationale a été mise en branle et a généré une réponse inespérée de dizaines de candidats qualifiés.

Au-delà des questions financières et structurelles, le conseil a également assumé ses responsabilités en veillant à ce que le CCLAT exerce ses activités conformément au mandat qui lui a été conféré par la loi en matière d'élaboration de politiques. En effet, l'an dernier, les membres du conseil ont passé en revue et approuvé une série de lignes directrices et de principes à ce sujet qui avaient été mis à jour pour la première fois depuis leur rédaction en 1992.

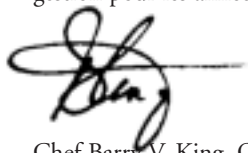
La multiplication des efforts pour joindre les principaux intervenants de tout le Canada et entrer en relation avec eux témoigne de l'engagement du conseil relativement à la reddition de comptes. En variant les lieux où se tiennent leurs réunions et les événements spéciaux, les membres du conseil d'administration découvrent d'eux-mêmes les obstacles auxquels se heurtent les Canadiens dans leur milieu. Parallèlement, leur présence

contribue à rappeler aux gens que le CCLAT est une ressource nationale importante qui cherche à satisfaire leurs besoins. Nous nous réjouissons particulièrement du fait que notre première réunion en région nordique se déroulera à Iqaluit en juin 2005 et que Paul Okalik, premier ministre du Nunavut, y sera le conférencier invité.

La journée annuelle de relations gouvernementales constitue l'une des plus importantes activités de sensibilisation du conseil d'administration puisqu'elle donne à ses membres l'occasion de rencontrer de hauts fonctionnaires fédéraux et des représentants élus de tous les partis afin de parler des réalisations et des nouveaux enjeux du CCLAT. Il importe de montrer au gouvernement que son engagement envers le CCLAT et ses partenaires du domaine des toxicomanies constitue un investissement de valeur. Tenu en même temps que la réunion de février du conseil d'administration à Ottawa, l'événement de cette année a mis l'accent sur plusieurs projets à l'appui de grandes priorités nationales. Les fonctionnaires se sont montrés particulièrement intéressés au Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances, à l'établissement d'un consensus relativement au cannabis au volant, de même qu'à l'Enquête sur les toxicomanies au Canada.

L'allocution prononcée par le ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, devant les membres du conseil d'administration et la rencontre tenue avec le premier administrateur en chef de la santé publique du Canada, David Butler-Jones, ont constitué le point culminant des efforts visant à resserrer les relations avec le gouvernement. Le vaste mandat de la nouvelle Agence de santé publique du Canada, que dirige le Dr Butler-Jones, inclut notamment la gestion de programmes et de politiques de prévention de l'ETCAF.

Nous sommes tous conscients que le Canada vit en ce moment dans l'incertitude politique et que les finances publiques sont plus que jamais scrutées de près. Dans un tel climat, les organismes financés à même les deniers publics, comme le CCLAT, doivent pouvoir montrer aux Canadiens qu'ils ont raison de leur faire confiance. Les membres du conseil d'administration sont confiants dans leurs capacités à assumer leurs responsabilités envers la population et à assurer une approche exemplaire de gestion pour les années futures.



Chef Barry V. King, O.O.M.
Président

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Le rapport annuel de l'an dernier mentionnait trois activités globales découlant du mandat conféré au CCLAT par la loi – transmission du savoir, élaboration de politiques et établissement de partenariats – et expliquait comment ces activités influent sur les programmes relatifs à l'abus de substances et à la toxicomanie en vigueur dans tout le pays. Des progrès manifestes ont été réalisés à cet égard depuis ce temps, notamment grâce à ces trois activités, et de façon particulière par l'acquisition et la mise en commun de connaissances, par l'entremise de réseaux plus développés et par la consultation de nos partenaires.

L'interaction entre la transmission du savoir et les partenariats était particulièrement évidente dans le processus qui a mené à l'élaboration du Cadre national sur la consommation et l'abus de substances. Cette initiative de consultation conjointe de Santé Canada et du CCLAT prouve qu'il est possible de puiser dans la manne d'information et de connaissances spécialisées sur la toxicomanie disponibles tant auprès du gouvernement que des autres secteurs, des communautés

nordiques éloignées et des grands centres urbains. Les professionnels rencontrés dans ces milieux très variés se sont montrés remarquablement unanimes en ce qui concerne les priorités et les enjeux fondamentaux. Ainsi, au cours de notre atelier thématique national traitant de la politique sur la consommation d'alcool, tenu en novembre 2004, un groupe de provenance très variée s'est entendu sur une série de recommandations visant à réduire les méfaits découlant de la consommation d'alcool.

Lorsque les connaissances et les données probantes relatives à la toxicomanie sont insuffisantes ou périmées, le CCLAT a toujours cherché à collaborer avec des partenaires afin de combler les lacunes. En 2004, il a fait équipe avec le Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies (CECT), Santé Canada et plusieurs provinces afin de rendre publique l'Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC), première enquête approfondie depuis 1994 sur la consommation d'alcool et de drogues au Canada. Grâce aux conseils d'un comité directeur national, il a également réalisé la toute première étude

portant sur les besoins en formation et en perfectionnement de la main-d'œuvre affectée au traitement des toxicomanies au Canada.

Le CCLAT investit une énergie et des ressources considérables dans l'établissement et le renforcement de moyens de transmettre le savoir. L'an dernier, de nouveaux objectifs ont été fixés pour notre réseau Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP), qui donne une formation sur la mise en commun des connaissances à un groupe de coordonnateurs du SEP travaillant au palier provincial-territorial. Par ailleurs, en partenariat avec le Centre de recherche en toxicomanie du Service correctionnel du Canada, le CCLAT a tenu avec succès un autre Symposium estival national sur les toxicomanies, en plus de chercher à resserrer ses liens avec la Société médicale canadienne sur l'addiction (SMCA) par une allocution que j'ai eu le privilège de prononcer en octobre dernier à l'occasion de sa réunion scientifique annuelle.

L'an dernier, le CCLAT a conclu des protocoles d'entente avec deux groupes autochtones afin de favoriser la mise en commun de renseignements et de travaux de recherche avec les Premières nations et les communautés inuites du Canada. Lorsque quelqu'un dans le Nord du pays a attiré mon attention sur le besoin d'une plateforme d'information unique sur les questions d'intérêt pour les régions nordiques, nous avons recruté des partenaires dans chaque territoire afin de concevoir une page Web exhaustive à cet effet. De même, en réponse aux demandes

répétées pour une source unique d'information sur les possibilités de financement en toxicomanie, une base de données en ligne comprenant tous les organismes subventionnaires a été créée.

Au-delà des frontières du Canada, la mise en commun d'information avec nos partenaires montre la valeur que ceux-ci accordent aux solutions élaborées chez nous. Parmi les organismes ayant sollicité l'avis du CCLAT, mentionnons le Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies, relativement aux structures administratives, et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sur le renforcement des partenariats au profit des intérêts communs aux secteurs gouvernemental et non gouvernemental.

Le processus par lequel le savoir permet de façonner les mesures relatives à la toxicomanie ne cesse d'évoluer. La conférence *Questions de substance*, que tiendra le CCLAT en novembre 2005, constituera l'un des jalons en la matière. Cet événement sans précédent marquera un point tournant non seulement pour le CCLAT, qui est l'organisme canadien de renseignements sur les toxicomanies, mais aussi pour l'ensemble de la population du Canada qui croit en des solutions fondées sur des éléments probants afin de résoudre nos problèmes de santé et de société.



Michel Perron
Directeur général

PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

OBJECTIF

Faire mieux connaître et mieux comprendre la nature, l'ampleur et les conséquences de l'abus de substances

| ACTIVITÉ | RÉSULTAT |
|--|---|
| Développement et transmission des connaissances | |
| Rapports de recherche et de politique | > 65 917 téléchargements/transferts ciblés · Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC) · Optimisation de la main-d'oeuvre affectée au traitement des toxicomanies au Canada · Toxicomanie au Canada : Enjeux et options actuels |
| Activités de formation | > 60 spécialistes suivent une formation avancée · 2 ^e Symposium estival national sur les toxicomanies |
| Produits d'information | > 55 418 téléchargements/transferts ciblés · 6 nouvelles fiches de renseignements, FAQ, documents d'information/de discussion |
| Information au Parlement | > 50 contacts de haut niveau · Présentation d'éléments probants sur les étiquettes de mise en garde sur les produits alcoolisés · Le CA du CCLAT communique de l'information aux députés |
| Services d'information | > 49 486 échanges d'information · Hausse de 50 p. 100 des demandes d'information · Le service <i>Nouvelles quotidiennes sur la toxicomanie</i> se développe · Les bases de données en ligne sont développées et mises à jour · La collection de la bibliothèque augmente de 17 p. 100 |

OBJECTIF

Augmenter l'aide financière, en nature et en ressources humaines

| ACTIVITÉ | RÉSULTAT |
|---|---|
| Augmentation des investissements | |
| 387 000 \$ investis | > 1 360 000 \$ générés (ratio 3,5:1) · Bourse de stagiaire de recherche Eric Single · Élaboration et mise en place d'activités de recherche et de développement des connaissances |

OBJECTIF

Mieux faire connaître les services et les activités du CCLAT

| ACTIVITÉ | RÉSULTAT |
|---|--|
| <p>Relations publiques et marketing</p> <p><i>Action Nouvelles</i> (bulletin d'information trimestriel, bulletin électronique mensuel)</p> | <ul style="list-style-type: none"> · 5 525 abonnés (version papier et électronique) · bulletin d'information téléchargé à 11 143 reprises · plus de 90 p. 100 des abonnés jugent <i>Action Nouvelles</i> assez ou très utile; 2 500 lecteurs font circuler leur exemplaire parmi leurs amis et collègues (sondage réalisé auprès des lecteurs en décembre 2004) |
| <p>Site Web</p> | <ul style="list-style-type: none"> · 1 715 665 visites; 509 595 téléchargements |
| <p>Communiqués de presse</p> | <ul style="list-style-type: none"> · 13 communiqués de presse diffusés à 725 organismes médiatiques · 274 appels des médias · Production de 110 articles, reportages radio et reportages télévisés |
| <p>Rapport annuel (2003-2004)</p> | <ul style="list-style-type: none"> · 8 628 téléchargements/transferts ciblés |
| <p>Réunions du conseil</p> | <ul style="list-style-type: none"> · 3 réunions du conseil (Ottawa, Halifax) · Contact avec 350 intervenants |

OBJECTIF

Améliorer la collaboration et la coopération intersectorielles et interjuridictionnelles

| ACTIVITÉ | RÉSULTAT |
|--|--|
| <p>Réseautage, coordination et leadership</p> <p>Diffusion</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Participation à 435 activités auxquelles plus de 5 230 intervenants ont pris part |
| <p>Coordination</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Poursuite du rôle actif assumé à titre de membre fondateur du Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies · Soutien continu pour le Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanies (RCCET) |
| <p>Leadership</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Travail avec des partenaires fédéraux, provinciaux-territoriaux et locaux en vue de définir le processus de consultation pour le Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances |
| <p>Consultation</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Tenue, seul ou avec d'autres organismes, de 7 séances de consultation régionales et de 4 ateliers thématiques sur le Cadre national |
| <p>Recrutement</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Recrutement et formation de coordonnateurs avec la collaboration de 7 provinces pour le réseau Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) |

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2004-2005

Le CCLAT est régi par un conseil d'administration témoignant des intérêts diversifiés de ses 15 membres, dont six sont nommés par le gouverneur en conseil, les autres provenant de la collectivité.

Chef Barry V. King, O.O.M.

(président)

Chef de police

Service de police de Brockville

David Nicholson

(vice-président)

Expert-conseil

Affaires provinciales/fédérales

Anne M. Lavack, Ph.D.

(trésorière)

Professeure agrégée

Faculté d'administration des affaires

Université de Regina

Beverley Clarke

(secrétaire)

Chef de la direction

Services de santé et communautaires

de la région de St. John's

Dr André Aubry

(membre du comité exécutif)

Obstétricien retraité

Normand (Rusty) Beuchesne

Membre de la Commission nationale
des libérations conditionnelles

Leonard Blumenthal, LL.D.

Président

Lazy Beaver Holdings, Inc.

Heather Hodgson-Schleich

Experte-conseil et propriétaire

Tales by the Brook – services de
prévention des toxicomanies auprès
des enfants

Edgar F. Kaiser fils, O.B.C., LL.D.

Président

The Kaiser Foundation

A.J. (Bert) Liston

Président

A.J. Liston & Associates

Dre Christine Loock

Pédiatre

Centre de santé pour enfants et femmes
de la Colombie-Britannique

R.A. (Sandy) Morrison

Président

Conseil d'administration de

Nav Canada

Yvon Picotte

Président

Pavillons du Nouveau Point de Vue

Membres d'office

Morris Rosenberg

Sous-ministre

Santé Canada

Margaret Bloodworth

Sous-ministre

Sécurité publique et Protection
civile Canada

Michel Perron

Directeur général

Centre canadien de lutte contre
l'alcoolisme et les toxicomanies

PERSONNEL ET ASSOCIÉS 2004-2005

Direction générale

Michel Perron
Directeur général

Linda Bordeleau
Adjointe de direction

Direction de la formation et du perfectionnement de la main-d'œuvre

(Le poste de directeur était vacant
au 31 mars 2005)

Greg Graves
Coordonnateur

Direction du service d'information et de référence

Nina Frey
Directrice

Mitra Assadollahi
Bibliotechnicienne

Debbie Aytote
Coordonnatrice du site Web

Manon Blouin
Coordonnatrice des acquisitions
et du catalogage

Chad Dubeau
Spécialiste de l'information

Karen Palmer
Spécialiste de l'information

Susan Rosidi
Coordonnatrice des bases
de données

Lee-Anne Ufholz
Spécialiste de l'information/
technicienne du site Web

Direction des relations publiques et du marketing

Enid Harrison
Directrice

Richard Garlick
Éditeur/rédacteur en chef

Brooke Somers
Conseillère en communication

Direction de la recherche et des politiques

Patricia Begin
Directrice

Karen Cumberland
Coordonnatrice des politiques
nationales SEP/CECT

Colleen Anne Dell
Principale chercheuse associée/
collaboratrice universitaire

Anne-Élyse Deguire
Analyste principale de recherche

Gerald Thomas
Analyste principal des politiques

John Weekes
Analyste principal de recherche

Direction des opérations stratégiques

Colette Rivet
Directrice

Tom Axtell
Chef, Centre de santé sur les
toxicomanies
Réseau canadien de la santé

Marguerite Grant
Agente d'administration

Shauna Kelly
Adjointe à l'administration et
aux finances

David O'Grady
Gestionnaire de la technologie
de l'information

Anne Richer
Gestionnaire des finances

Deborah Robillard
Adjointe administrative

Associés

John Borody
Associé à la recherche et aux politiques

Michael Boyd
Conseiller principal, Relations
nationales

Jacques LeCavalier
Associé à la recherche et aux politiques

Pat McKenna
Associée au service d'information
et de référence

Alan Ogborne
Associé à la formation et au
perfectionnement de la main-d'œuvre

Bette Reimer
Associée aux opérations stratégiques

Eric Single
Conseiller scientifique émérite

Kendra Smith
Associée aux opérations stratégiques

Paula Stanghetta
Associée aux opérations stratégiques

Gilles Strasbourg
Associé aux opérations stratégiques

Jamie Wiebe
Associé à la recherche et aux politiques

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS

Aux directeurs du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies :

Le bilan condensé ainsi que l'état condensé des résultats ci-joints ont été établis à partir des états financiers complets du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies au 31 mars 2005 et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du 11 mai 2005. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction du Centre. Notre responsabilité, en conformité avec la Note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À notre avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états

financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du Centre, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Ottawa, Ontario
Le 11 mai 2005

van Berkom & Ritz
Comptables agréés

BILAN CONDENSÉ

| | 31 mars | |
|--|---------------------|---------------------|
| | 2005 | 2004 |
| Actif | | |
| Actif à court terme | | |
| Espèces et placements | 418 069 \$ | – \$ |
| Débiteurs | 936 811 | 1 296 904 |
| Frais payés d'avance | 58 872 | 53 881 |
| | 1 413 752 | 1 350 785 |
| Fonds avec restrictions en espèces et placements | 1 193 199 | 1 173 508 |
| Immobilisations | 405 189 | 458 123 |
| | 3 012 140 \$ | 2 982 416 \$ |
| Passif et actifs nets | | |
| Passif à court terme | | |
| Espèces et quasi-espèces | – \$ | 262 438 \$ |
| Créditeurs et charges à payer | 564 084 | 210 449 |
| Contributions reportées | 626 639 | 730 014 |
| Financement des améliorations locatives échéant au cours du prochain exercice | 10 772 | 3 385 |
| | 1 201 495 | 1 206 286 |
| Financement des améliorations locatives | 32 641 | 43 413 |
| Actifs nets | | |
| Investis en immobilisations | 405 189 | 458 123 |
| Affectés aux éventualités en vertu d'affectations d'origine interne | 772 415 | 761 585 |
| Affectés aux projets futurs en vertu d'affectations d'origine interne | 420 784 | 411 923 |
| Non affectés | 179 616 | 101 086 |
| | 1 778 004 | 1 732 717 |
| | 3 012 140 \$ | 2 982 416 \$ |

ÉTAT CONDENSÉ DES RÉSULTATS

| | Exercice terminé le 31 mars | |
|--|-----------------------------|------------------|
| | 2005 | 2004 |
| Produits | | |
| Subventions du gouvernement canadien | 3 400 000 \$ | 2 304 933 \$ |
| Solliciteur général du Canada | – | 70 000 |
| Services | 1 181 934 | 1 293 340 |
| Vente de littératures et revenus de conférence | 34 128 | 19 801 |
| Intérêts et autre | 2 810 | 1 047 |
| | 4 618 872 | 3 689 121 |
| Charges | | |
| Publicité | 35 504 | 12 916 |
| Amortissement | 171 312 | 135 028 |
| Assurance | 12 887 | 9 508 |
| Honoraires d'adhésion | 11 374 | 15 042 |
| Frais de gestion et de bureau | 182 969 | 175 465 |
| Frais d'impression | 72 473 | 41 647 |
| Loyer | 196 319 | 205 237 |
| Salaires et bénéfices | 2 454 214 | 1 753 023 |
| Sous-traitants | 1 146 714 | 917 562 |
| Téléphone | 30 702 | 16 018 |
| Déplacement | 278 808 | 354 763 |
| | 4 593 276 | 3 636 209 |
| Excédent des produits sur les charges | 25 596 \$ | 52 912 \$ |